

A professional portrait of Marcel Fratzscher, President of the DIW Berlin. He is a middle-aged man with a shaved head, wearing a dark grey suit, a white shirt, and a blue patterned tie. He is standing with his arms crossed against a background of vertical grey slats. The lighting is soft, highlighting his features.

Le président de l'institut de recherche économique DIW Berlin, Marcel Fratzscher, plaide pour une meilleure égalité des chances.

« La méritocratie ne fonctionne pas »

L'économiste allemand Marcel Fratzscher voit dans la croissance des inégalités une menace pour la prospérité. Dans son pays, une grande partie de la population est exclue de la concurrence et du marché, affirme le président de l'Institut allemand de la recherche économique (Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, DIW), à Berlin. *Susanne Blank*

Monsieur Fratzscher, quelle est la répartition idéale des richesses dans une société ?

C'est difficile à dire, car cela touche à la question de l'équité. Or, il s'agit là d'une notion très subjective. Chaque pays a un contrat de société. En Allemagne, en Suisse et en Autriche, cela s'appelle l'économie sociale de marché. Autrement dit, un État social fort permet une bonne protection de la population. Toutefois, la prospérité se répartit actuellement de manière tellement inégale dans les pays occidentaux qu'une majorité d'habitants ressentent cette situation comme inéquitable. Même si l'Allemagne se porte bien économiquement, 70 % de sa population juge que les inégalités sociales sont trop profondes.

Selon le rapport Global Risks 2017, publié par le World Economic Forum, les inégalités de revenus et l'insatisfaction politique recèlent des risques pour l'économie mondiale. Partagez-vous cette appréciation ?

Oui. Les inégalités ainsi que la polarisation sociale et économique sont à mon avis les principaux défis de notre époque. J'y vois aussi l'une des raisons à la progression du populisme ces dix dernières années aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France et en Allemagne.

Comment la classe moyenne a-t-elle évolué en Europe et aux États-Unis ?

Nos études montrent que la classe moyenne se réduit dans presque tous les pays. Au DIW Berlin, c'est un phénomène que nous étudions depuis longtemps. Nous observons ce rétrécissement en Allemagne dès les années quatre-vingts.

Comment se manifeste-t-il ?

C'est dans les marges qu'on le voit. D'un côté, le groupe des riches s'agrandit : grâce à une

bonne formation, beaucoup parviennent à sortir de la classe moyenne par le haut. Par conséquent, il y a davantage de personnes très qualifiées, titulaire de diplômes universitaires, qui profitent de la mondialisation et des mutations technologiques. Malheureusement, un autre groupe glisse vers le bas. Cette polarisation pose d'énormes questions à la société. Les conflits sociaux augmentent et les consensus sont plus difficiles à trouver dans le monde politique. Par ailleurs, les gens à bas revenus et à faible niveau d'éducation participent moins à la vie publique. Souvent, ces citoyens ne votent pas et, quand ils le font, ils donnent leurs suffrages aux extrémistes. Les élections au Bundestag, marquées par la poussée du parti d'extrême-droite AfD, en sont un exemple révélateur.

Selon une enquête récente de l'OCDE, l'érosion effective de la classe moyenne en matière de revenus est moindre que celle perçue subjectivement. Le fait que quelqu'un ait la chance d'être bien formé et d'avoir un bon emploi dépend de moins en moins de ses compétences et de son talent, et davantage des conditions sociales. En Allemagne, le contexte dans lequel on est né – la famille, la ville ou la région – influe sur la manière dont on pro-

L'invité

Marcel Fratzscher, âgé de 46 ans, dirige depuis 2013 le Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW Berlin), un institut renommé de recherche économique. Il enseigne la macroéconomie et les finances à l'université Humboldt de Berlin. Cet économiste préside également la commission d'experts sur le renforcement des investissements en Allemagne, constituée par le gouvernement fédéral. Auparavant, il avait travaillé durant dix ans pour la Banque centrale européenne. Son dernier livre, intitulé *Verteilungskampf – warum Deutschland immer ungleicher wird* (« le combat de la distribution – pourquoi l'Allemagne est toujours plus inégale »), est paru en mars 2016.

gresse dans la vie. Bien entendu, il y avait aussi des gens qui gagnaient très peu dans les années cinquante à septante, mais à l'époque, le contrat de société fonctionnait, car tous le savaient : les efforts et le travail portent leurs fruits. Cette conviction est en train de s'effriter. Contrairement à la situation qui prévalait alors, les deux parents sont obligés aujourd'hui de se décarcasser. Pourtant, ces efforts ne sont suffisants que

pour un nombre toujours plus faible de ménages. Beaucoup sont découragés. Ce sentiment d'une absence de perspectives est dangereux pour la démocratie et la prospérité économique.

« Le sentiment d'une absence de perspectives est dangereux pour la prospérité. »

Qu'est-ce que cela signifie par rapport aux revenus et à la fortune ?

En tant qu'économiste, je dis que l'inégalité n'est pas mauvaise en soi. Toute économie de marché crée des disparités. Si des fortunes et des revenus inégaux sont le résultat de décisions libres, il n'y a pas de problème fondamental. En revanche, s'ils résultent de l'absence d'égalité des chances, cela crée un dommage économique, car de nombreuses personnes ne peuvent pas faire valoir leurs compétences. Des preuves scientifiques accablantes montrent à quel point cette forme d'inégalité est nuisible.

Le quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung vous reproche de ne pas interpréter les données de la même manière que d'autres scientifiques dans votre livre intitulé *Verteilungskampf: Warum Deutschland immer ungleicher wird*.

La critique porte sur l'interprétation des données. Elle vient surtout de détracteurs proches de l'AdD : ceux-ci prétendent qu'entre 2005 et 2013, les inégalités n'ont pas du tout augmenté en Allemagne. Je dis de mon côté que l'on ne doit pas mesurer l'inégalité à partir d'un seul critère. En ce qui concerne la fortune et les salaires, par exemple, les écarts se sont sensiblement creusés. Si l'on considère uniquement l'ensemble du groupe avec les chômeurs, les prestations sociales et les impôts, l'inégalité est effectivement restée stable. Ma principale critique pourrait toutefois s'énoncer ainsi : pourquoi prend-on 2005 comme année de référence ?

Dites-le nous.

Il n'est pas pertinent de prendre comme point de comparaison une année de crise. En 2005, les inégalités de revenus avaient atteint un pic historique en Allemagne. Avec 12 % de chômeurs, ce pays était l'homme malade de l'Europe. Si l'on établit une comparaison avec des années durant lesquelles l'économie se portait bien, on constate que les inégalités se sont considérablement accrues. C'est le cas depuis la fin des années nonante ainsi que pour d'autres années de référence.

Dans votre livre, vous écrivez que l'absence d'égalité des chances est la cause principale des disparités. Toutefois, une société basée sur la méritocratie génère de telles inégalités. Dans quelle mesure est-ce injuste ?

Ma critique porte précisément sur ce point : la méritocratie ne fonctionne pas. Une grande partie de la population est exclue d'emblée du marché. Beaucoup de gens n'ont aucune chance de suivre une bonne formation. Les femmes subissent des discriminations massives sur le marché du travail : l'Allemagne figure parmi les pays où les inégalités de salaire hommes-femmes sont les plus importantes (seule la partie non explicable est considérée dans ce cas, NDLR). On ne peut donc, en aucune façon, parler de concurrence et de marché.

Que faut-il faire ?

Premièrement, il faut que la politique suivie en matière de formation se concentre sur l'éducation de la petite enfance ainsi que sur les familles à bas revenus et à faible niveau éducatif. Les écoles à horaire continu, la promotion ciblée et une plus forte perméabilité du système éducatif y contribuent de manière décisive. Deuxièmement, la politique familiale doit promouvoir les femmes : bien que celles-ci soient en moyenne mieux formées que les hommes, elles ont moins de chances de trouver un emploi. L'État devrait donc améliorer l'infrastructure de la garde d'enfants et offrir aux femmes davantage de possibilités sur le marché du travail. Troisièmement, la politique fiscale a besoin d'être réformée. Pour certaines personnes à faible revenu, la part des prélèvements obligatoires dépasse parfois 80 %. En d'autres termes, pour un euro gagné en plus,



D.W. BERLIN / A. DIETL

le travailleur concerné ne touche réellement que 20 centimes.

D'autres incitations sont-elles nécessaires ?

Oui. Le travail doit redevenir plus rentable pour les individus à faible revenu. Cela se justifie aussi du point de vue économique. C'est pourquoi un allègement du facteur travail s'impose. Il est également nécessaire d'agir dans deux autres domaines : la qualification des chômeurs de longue durée en vue de leur réinsertion sur le marché du travail ainsi que la prévoyance privée. Les capitaux de prévoyance ne devraient plus dépendre autant de l'État.

On ne peut toutefois économiser qu'à partir d'un certain revenu.

Oui. C'est pourquoi il faut qu'économiser soit possible. Environ 40 % des Allemands n'y arrivent pratiquement pas, car ils doivent consacrer tout ce qu'ils gagnent à leur subsistance. C'est un grand problème en Allemagne.

Vous voulez alléger le facteur travail. Faut-il, par opposition, alourdir le facteur fortune ?

Un potentiel d'amélioration existe effectivement dans le domaine de la fortune. Il ne s'agit pas d'alourdir la charge, mais d'assurer une égalité des chances et des responsabilités. Les héritages en sont un exemple. En Allemagne, quelqu'un qui hérite plus de 10 millions d'euros paie 1 % d'impôt successoral. Par contre, un héritier qui reçoit entre 200 000 et 400 000 euros doit s'acquitter d'un impôt de 10 % en moyenne. Cela contredit l'idée selon laquelle l'économie sociale de marché est efficace. Il s'agit donc de créer un système fiscal qui pose les bonnes incitations, afin d'améliorer le bien-être de tous. Cela n'a rien à voir avec une punition des riches.

Le président américain Donald Trump veut recourir au protectionnisme pour garantir les salaires des travailleurs.

Donald Trump affirme que le commerce prive les gens d'emplois. Cette thèse est complètement fautive et démentie par les données scientifiques. D'autres raisons expliquent qu'autant de gens soient déconnectés du marché du travail aux États-Unis : l'absence de possibilités de formation, les mutations technologiques et le partage du pouvoir.

Qu'entendez-vous par « partage du pouvoir » ?

En Allemagne comme aux États-Unis, les travailleurs peu qualifiés, qui occupent des emplois précaires et touchent de bas salaires, n'ont aujourd'hui personne pour les défendre. Leurs emplois n'étant pas couverts par des conventions tarifaires, ces gens ne peuvent exercer aucune influence sur leurs conditions de travail. Ils ont besoin de retrouver une voix qui soit entendue. La situation actuelle fait le jeu des partis populistes.

En Suisse, nous avons refusé l'an dernier le revenu de base inconditionnel. Plus de trois quarts des votants l'ont rejeté. Que pensez-vous de cette idée ?

Je trouve que le revenu de base inconditionnel est une idée charmante, séduisante, mais fondamentalement erronée. Certes, je salue la volonté de donner à chacun la chance de prendre librement ses décisions. Cependant, ce n'est pas avec de l'argent que l'on promeut la liberté et la responsabilité dans nos économies développées. Il ne s'agit pas d'immobiliser les gens en les payant, mais de leur offrir des chances et des perspectives.

Selon des études, la numérisation entraîne la perte de 10 à 50 % des emplois dans les pays industrialisés. Qu'en pensez-vous ?

Il y a vingt, cinquante ou cent ans, des emplois ont déjà disparu. À chaque fois, ils ont été rapidement remplacés par d'autres, plus intéressants. Je suis optimiste : la numérisation créera, elle aussi, beaucoup d'emplois et de meilleure

qualité. Le travail ne va pas se tarir. Par le passé, les événements ont toujours démenti les cassandres.

Dans quelle mesure la numérisation favorise-t-elle la polarisation sur le marché du travail ?

Le monde politique a un défi gigantesque à relever : il doit encourager les gens de manière à ce qu'ils profitent de la numérisation. Le processus de polarisation a commencé il y a trente ans, lorsque l'automatisation dans l'industrie a créé des emplois bien rémunérés pour la classe moyenne supérieure.

Vous avez beaucoup parlé de l'Allemagne et des États-Unis. Que savez-vous de la situation en Suisse ?

En tant qu'économie ouverte, la Suisse est structurée de manière similaire à l'Allemagne. Il existe de nombreux parallèles : l'épargne et les excédents commerciaux sont importants. Les deux pays ont profité de la mondialisation. C'est précisément dans le secteur des exportations qui a permis la création de nombreux emplois de qualité et bien rémunérés. La Suisse est pour moi un bon exemple de ce qu'il faut faire pour intégrer économiquement les immigrants.

Entretien : Susanne Blank,
rédactrice en chef de *La Vie économique*.

« La numérisation créera beaucoup d'emplois et de meilleure qualité. »